



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Soutien en formation pour personnel	
Solicitation No. - N° de l'invitation W4938-16017S/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W4938-16-017S	Date 2016-07-15
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-615-6937	
File No. - N° de dossier KIN-6-46035 (615)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-02	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Denbeigh, Andrew	Buyer Id - Id de l'acheteur kin615
Telephone No. - N° de téléphone (613) 484-1586 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification 001 à l'invitation W4938-16017S – Soutien en formation pour personnel

La présente modification vise à :

1. présenter les questions reçues concernant l'invitation et leur réponse;
 2. modifier l'invitation.
-

1.

Question 1 : Voir la Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection, 4.1.1 Évaluation technique, 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires (CTO) n° 1. Confirmer que les soumissionnaires doivent démontrer qu'au moins dix personnes employées simultanément ont participé à chacun des dix projets ou contrats visés dans le critère. Par exemple, l'État cherche un soumissionnaire qui compte au moins quatre années d'expérience en prestation des services de dix personnes (au moins) simultanément pour un projet ou un contrat, ce qui représente un total de 10 personnes x 10 projets ou contrats par année et correspond à au moins 100 ressources par année pour quatre années au cours des dix dernières années.

Réponse 1 : La présente interprétation du CTO n° 1 est correcte. Cependant, l'État a choisi de modifier le critère et supprimera l'exigence concernant l'exécution simultanée de projets ou de contrats multiples. L'État cherche un soumissionnaire qui compte 48 mois d'expérience en prestation des services de dix personnes (au moins) simultanément pour un projet. Le projet ne doit pas nécessairement être utilisé pour les 48 mois d'expérience; c.-à-d. qu'il pourrait s'agir de deux projets de deux ans auxquels, pour chacun d'entre eux, dix personnes ont participé simultanément. Cependant, il ne doit pas y avoir de chevauchement de temps entre les projets distincts; tout chevauchement de temps ne comptera qu'une fois pour les 48 mois d'expérience. Voir le CTO n° 1 révisé.

Question 2 : En ce qui concerne le CTO n° 1, étant donné que les paramètres de la mention « en matière de soutien de l'instruction, tel que décrit dans l'énoncé des travaux » ne sont pas clairs, préciser de quelle façon un soumissionnaire doit démontrer sa capacité en matière de soutien de l'instruction. Par exemple, afin de s'assurer de mieux respecter le CTO n° 1, le soumissionnaire pourrait être tenu de démontrer que ses dix projets par année concernent les deux régions et au moins deux des quatre volets de travail pour garantir leur pertinence. Sans quoi, tel que le critère est formulé, le soumissionnaire pourrait présenter dix instructeurs pour un emplacement, n'avoir jamais fourni d'employés qui sont représentatifs des autres volets ou dans plusieurs emplacements, mais respecter les exigences de réponse du critère.

Réponse 2 : Afin de respecter l'exigence selon laquelle ses projets doivent être liés au soutien de l'instruction, le soumissionnaire doit démontrer que ses projets concernent au moins deux volets des volets 2, 3 et 4. Afin qu'un projet concerne un volet, l'un des employés qui y participent doit avoir occupé un poste identique à celui du volet et avoir exécuté les mêmes tâches que celles qui sont exigées pour ce poste. Les travaux exécutés par la ressource dans le cadre du projet doivent être directement liés à l'instruction de stagiaires et non pas au soutien de l'instruction du personnel d'un établissement. Voir le CTO n° 1 révisé.

Question 3 : En ce qui concerne le CTO n° 1, l'État acceptera-t-il que les autorisations de tâches respectent le critère obligatoire selon lequel plusieurs employés doivent participer simultanément aux projets?

Réponse 3 : Oui.

Question 4 : L'utilisation de nombreux employés telle que mentionnée dans le CTO n° 1 (au moins dix employés) et l'exécution simultanée d'au moins dix projets pendant une période de quatre ans voudraient dire ou pourraient laisser entendre qu'un entrepreneur doit avoir compté au moins dix instructeurs qui forment dix stagiaires (pour un total de 100 stagiaires) dans le cadre de dix projets ou contrats différents exécutés simultanément pendant au moins 48 mois. L'entrepreneur qui utilise un contrat dans le cadre duquel dix instructeurs forment au moins dix stagiaires respecterait-il le critère obligatoire? Dans l'affirmative, l'utilisation de l'autorisation de tâches serait permise.

Réponse 4 : **L'utilisation de dix instructeurs pour un contrat ne respecterait le CTO n° 1 dans sa forme initiale. En ce qui concerne le CTO n° 1 modifié, l'utilisation de dix employés pour un contrat respecterait le critère dans la mesure où le contrat concerne au moins deux volets des volets 2, 3 et 4 et soit d'une durée de 48 mois. Voir le CTO n° 1 révisé.**

Question 5 : Pour faire suite à la question 4, si l'entrepreneur est conforme dans le cadre de ce scénario et a donné de nombreux cours pendant plusieurs années, bien que ce soit dans le cadre d'un contrat unique, celui-ci pourrait-il utiliser tous les cours donnés en tant que projets individuels pour respecter le critère obligatoire?

Réponse 5 : **Le CTO n° 1 révisé ôte toute pertinence à cette question, étant donné que le nombre de projets ne sera pas un facteur. Dans l'exemple fourni, ce ne serait pas chaque cours qui serait considéré comme un projet, ce serait le contrat.**

Question 6 : L'utilisation de la mention « soutien de l'instruction » laisserait entendre que l'entrepreneur ne serait pas précisément tenu de compter dix instructeurs qui forment dix stagiaires pour respecter le critère obligatoire susmentionné. Cette mention pourrait englober les instructeurs, le personnel administratif, le personnel de la comptabilité, les commis de bureau, les experts en la matière, etc. qui permettent à l'entrepreneur de rendre le projet admissible. Cette affirmation est-elle correcte? Dans la négative, vous serait-il possible de préciser l'intention de l'État relativement à cette affirmation?

Réponse 6 : **Afin de respecter l'exigence selon laquelle ses projets doivent être liés au soutien de l'instruction, le soumissionnaire doit démontrer que ses projets concernent au moins deux volets des volets 2, 3 et 4. Afin qu'un projet concerne un volet, l'un des employés qui y participent doit avoir occupé un poste identique à celui du volet et avoir exécuté les mêmes tâches que celles qui sont exigées pour ce poste. Les travaux exécutés par la ressource dans le cadre du projet doivent être directement liés à l'instruction de stagiaires et non pas au soutien de l'instruction du personnel d'un établissement. Voir le CTO n° 1 révisé.**

Question 7 : L'exigence selon laquelle l'entrepreneur doit démontrer qu'il respecte le critère de la prestation des services d'un personnel multiple simultanément (au moins dix personnes) pour des projets ou contrats multiples exécutés simultanément (au moins dix projets) pendant une période de quatre ans serait excessive, à moins qu'on la comprenne mal. L'État veut-il au moins avoir dix projets qui sont tous exécutés pendant 48 mois au cours de la même période ou acceptera-t-il dix projets sur dix ans qui se chevauchent?

Réponse 7 : **Le CTO n° 1 révisé ne comprend plus l'exigence concernant les dix projets. Les 48 mois d'expérience en prestation des services de dix personnes (au moins) simultanément pour un projet ne comptent pas nécessairement pour un projet continu; cependant, tout chevauchement entre des projets ne comptera qu'une fois pour les 48 mois d'expérience.**

2.

Voir : **Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection, 4.1.1 Évaluation technique, 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires, CTO n° 1.**

Supprimer : **Dans sa totalité.**

Insérer :

CTO n° 1 Le soumissionnaire doit avoir accumulé au moins 48 mois d'expérience au cours des dix (10) dernières années à compter de la date de clôture des soumissions, en prestation des services de plusieurs employés (au moins dix) simultanément pour un projet lié au soutien de l'instruction. Plusieurs projets auxquels participent au moins dix employés chacun peuvent être présentés pour établir la conformité. Tout chevauchement de temps entre des projets ne comptera qu'une fois pour les 48 mois d'expérience.

Afin qu'un projet soit considéré comme étant lié au soutien de l'instruction, le soumissionnaire doit démontrer que le projet concerne au moins deux volets des volets 2, 3 et 4 de la présente invitation. Afin qu'un projet concerne un volet, l'un des employés qui y participent doit avoir occupé un poste identique à celui du volet et avoir exécuté les mêmes tâches que celles qui sont exigées pour ce poste. Les travaux exécutés par la ressource dans le cadre du projet doivent être directement liés à l'instruction de stagiaires et non pas au soutien de l'instruction du personnel d'un établissement.

Pour faire la preuve de son expérience, l'entrepreneur doit fournir au moins les renseignements suivants.

a) Description des services fournis dans le cadre du projet, y compris le nombre d'employés, le type de travaux exécutés par les employés (ainsi que les renseignements requis pour démontrer que le projet concerne au moins deux volets des volets 2, 3 et 4), la durée de la prestation des services par le soumissionnaire à ses clients (mois/année).

b) *Nom et coordonnées des personnes-ressources des clients de l'entrepreneur. Il se pourrait qu'on communique avec les clients de l'entrepreneur pour confirmer les renseignements fournis.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.